



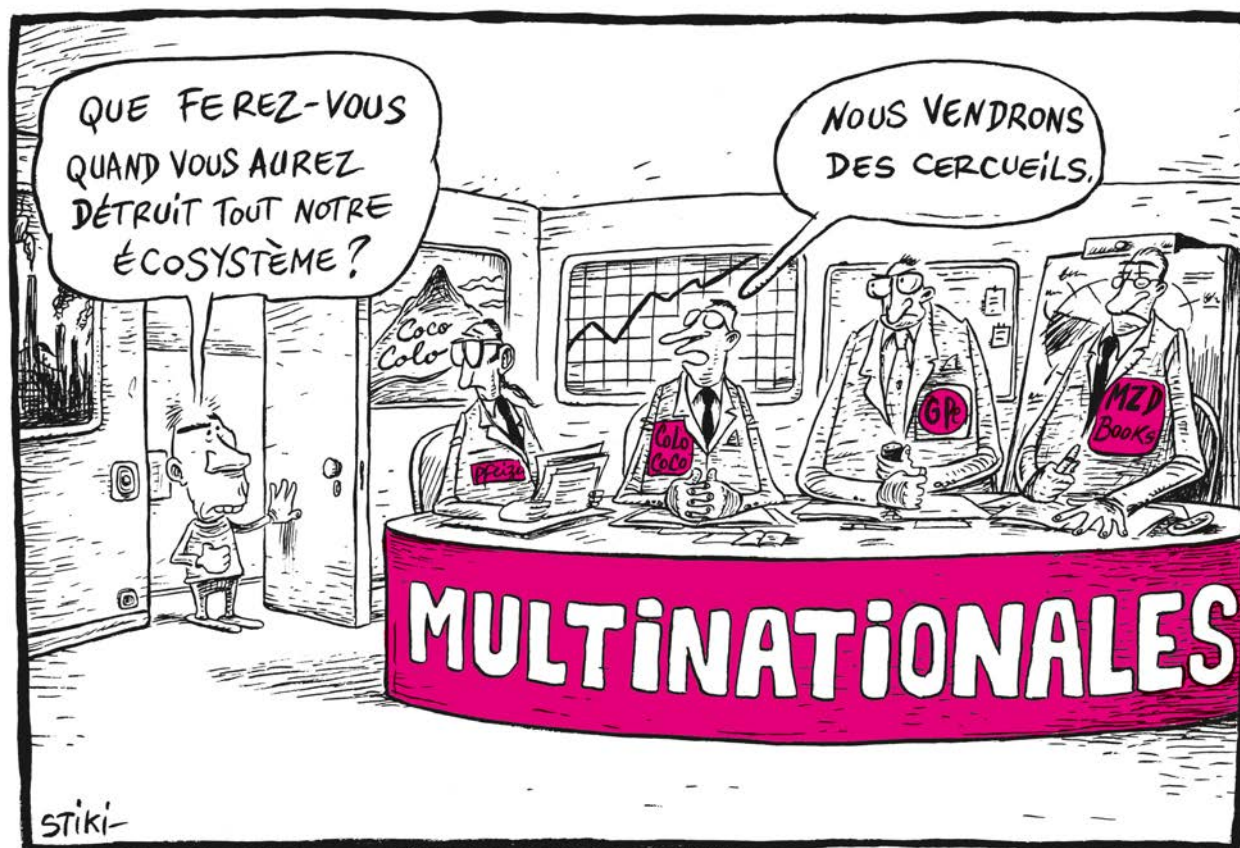
SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 97 • avril - juin 2019

Association pour la **T**axation des **T**ransactions financières et pour l'**A**ction **C**itoyenne

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082



© Pépé & Stiki - www.ledessindulundi.net

► Nos rendez-vous

Mardi 16 avril Repair class, fiscalité

Mardi 7 mai et mardi 21 Formation pré-élections (pour «bien» voter le 26 !)

Jeudi 9 mai Tax Justice Day

Mercredi 15 mai Assemblée générale

Le printemps est là, mouillé comme il doit l'être. Les pluies d'équinoxe vont-elles aussi éteindre les feux de la révolte ? Si ce n'était, d'ailleurs, que les averses ou les canons à eau... Dans plusieurs grandes villes de France, les «actes» successifs du mouvement des Gilets jaunes se heurtent à une répression policière d'une grande brutalité (grenades pas seulement lacrymogènes, balles en caoutchouc qui ont mutilé des centaines de manifestants). L'autre pince de l'étau : l'usure, les peurs, les contraintes du quotidien, cela même contre quoi les GJ s'insurgent : l'angoisse des traites et des fins de mois. Il n'empêche, l'exigence d'équité n'en est pas moins urgente et légitime, de même que l'inquiétude des lycéens dans les rues, qui se demandent de quel monde ils héritent.

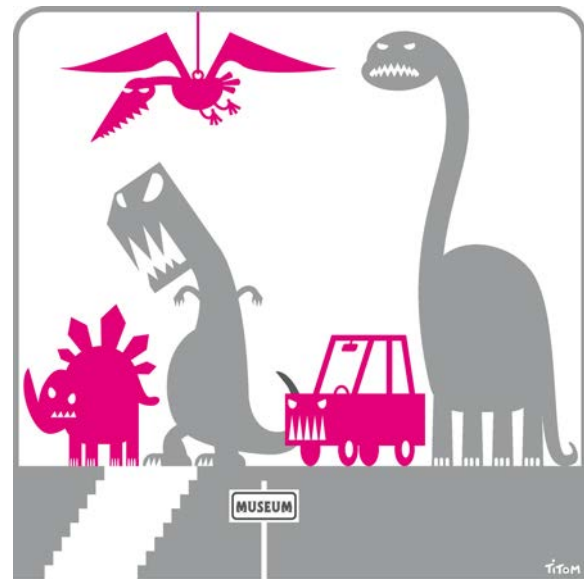
Une manœuvre de détournement pour amuser le bon peuple avec des colifichets de capitalisme vert (voir l'article de Philippe Massenaux) ? Peut-être, mais nous sommes vraiment en train de piller les ressources de la planète et de nous empoisonner en prime. Le lien entre ces pratiques et la recherche de profits dictée par le système capitalisme est manifeste.

Nous reprenons ici certaines facettes de notre exploration de **l'incompatibilité entre capitalisme et une vie soutenable pour les humains**.

Invité à l'occasion des 50 ans de l'occupation de locaux à l'Université de Liège, **Jean-Marie Harribey** nous a démontré combien sont inséparables le souci de notre environnement et la nécessité d'un changement de référent économique / social / politique / culturel. Dans ses conclusions, il nous rappelait le parallèle entre capitalisme et narcissisme : « le narcissique n'intériorise pas le monde extérieur, il ne connaît que son moi et ne peut établir de relations avec les autres qui sont interchangeable ; de la même façon, l'exigence de valeur capitaliste fait des personnes et des choses des abstractions interchangeables » et démontrait, lui aussi, l'incompatibilité d'un système dominé par la finance privée et le sauvetage d'une planète vivable : « si le capitalisme n'arrive pas à retrouver un rythme rapide d'accumulation, ne serait-ce pas parce qu'il n'a pas d'autre 'modèle social' à proposer que la précarisation de la force de travail et que la marchandisation du vivant ne fait pas naître une planète supplémentaire ? D'où l'alternative : financiarisation du vivant et du climat vs production de biens publics. »

Cette mise en cause argumentée du système capitaliste vient l'articuler sur un cycle de formation lancé cette année civile, les «Repair class de l'économie¹» Nous sommes à la veille de triples élections et nous nous proposons d'en démêler les enjeux, en deux temps : une présentation des compétences respectives des différents niveaux de pouvoir et des programmes des partis en campagne le 7 mai et une information avec une chercheuse de CRISP Vaia Demertzis le 21 mai. En parallèle, nous aurons participé avec d'autres associations à une interpellation des partis politiques dans le cadre d'un 'Apéro politique'.

Fin juin, nous nous retrouverons pour fêter les 20 ans d'ATTAC Liège !



Illustrations de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

ATTAC-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
Rue du Beau Mur, 48
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
info@liege.attac.be
<https://liege.attac.org>

COTISATIONS (indexées au 1er janvier 2019)

- 10 € pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 2,50 €/trois mois*)
- 20 € pour les actifs (ou 5 € /trois mois*)
- 40 € pour les associations (ou 10 € /trois mois*)

* si vous optez pour l'ordre permanent

Compte bancaire
BE70 0013 3246 2425

1. voir <https://liege.attac.org/repair-class-de-leconomie/>

Qu'y a-t-il de plus urgent :

réduire drastiquement la production de CO₂ ou renverser le capitalisme ?

Mettons nous bien d'accord : le cheval de bataille du GIEC (groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat), c'est «l'urgence climatique», c'est-à-dire le réchauffement de la planète (et ses conséquences) provoqué par la production de CO₂ « causé par l'activité humaine », tel qu'explicitement mentionné dans ses statuts. L'urgence de respecter l'environnement ou l'urgence environnementale, c'est tout le reste. Les extractions minières de toutes sortes et notamment de combustibles concernent l'urgence de respecter l'environnement et la combustion de ces combustibles concerne «l'urgence climatique».

Que la terre se réchauffe ou se refroidisse

- ▶ Il n'y a pas lieu de raser l'Amazonie pour cultiver du soja destiné à alimenter des vaches qui pourraient manger de l'herbe, ou encore pour faire du charbon de bois utilisé dans des hauts fourneaux.
- ▶ Il n'y a pas lieu de provoquer des famines en consacrant d'importantes surfaces agricoles à cultiver de l'huile de palme utilisée dans les agrocarburants, sous prétexte que ceux-ci produiraient un peu moins de CO₂ que le mazout ou le charbon (50 litres de bioéthanol requièrent 143Kg de blé quand la consommation annuelle de blé par habitant européen est de 105Kg).
- ▶ Il n'est pas utile de provoquer une ruée sur les terres rares pour fabriquer des voitures électriques qui devront être rechargées par de l'électricité produite avec du fuel, du charbon, à moins qu'on ne préfère utiliser des centrales nucléaires.
- ▶ Il est par contre utile de repenser la mobilité dans les grands centres urbains et de traiter toutes les questions de pollution en général, alors que la production de CO₂ n'est pas à proprement parler une pollution puisque c'est d'abord et avant tout un gaz dont la nature végétale a besoin... De là à nier l'excédent de CO₂ que l'on produit par rapport à la capacité d'absorption des végétaux, certainement pas, mais il faut souligner alors le poids parasitaire de l'entretien de toutes les armées du monde et des guerres dans lesquelles elles sont utilisées.
- ▶ Il est aussi utile de supprimer de toute urgence les plans d'austérité du FMI qui condamnent les plus pauvres au braconnage, à la culture de drogue, à brûler dans des conditions très polluantes du fil électrique pour en récupérer le cuivre, comme cela se fait massivement en Inde, à des abattages de bois clandestins pour faire des meubles de jardins

qui pourrissent malgré tout en occident, à prendre des risques téméraires (une mine d'or clandestine en Indonésie vient encore de faire 30 morts ensevelis) pour extraire des minerais dans des conditions très polluantes, bref, il faut d'urgence supprimer les plans et/ou le FMI qui condamne les peuples à une telle pauvreté qu'ils n'ont d'autre choix que de malmenier leur environnement, qu'ils auraient certainement souhaité préserver.

- ▶ Dans le même ordre d'idée, la spéculation sur les permis de polluer et autres certificats verts permet certainement à une poignée de s'enrichir mais n'aide en rien l'humanité en termes de respect de l'environnement et d'économie d'énergie.

Toutes ces hérésies (dont la liste n'est pas exhaustive) ont pour moteur le capitalisme, dont les décideurs politiques se font les fidèles exécutants, comme en attestent les nombreuses institutions et traités internationaux qui consacrent la supériorité des droits des investisseurs sur tout autre type de droits (sociaux, environnementaux...).

L'urgence climatique recoupe évidemment l'urgence environnementale. Il suffit de penser au sacrifice des forêts au Canada et en Allemagne pour l'extraction de lignite, de forêts équatoriales pour l'exploitation de pétrole, à l'exploitation du gaz de schiste, grand responsable des échappées de CH₄ dans l'atmosphère qui vaut à certains Américains de pouvoir allumer une flamme au départ de l'eau du robinet de la cuisine. La liste ne fait que débiter. Ici encore, le moteur de ces aberrations est le capitalisme, maximisateur des profits d'une poignée, qui sévit en toute impunité dans le monde entier, en ce compris dans les quelques pays encore dits « communistes », dont les dirigeants n'ont cessé de vouloir se conformer aux principes du néo-libéralisme. Ces excès justifient amplement à eux seuls l'intérêt d'économiser autant que faire se peut ces produits miniers que sont les énergies fossiles.

Ceci dit, par rapport à l'urgence environnementale, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, à l'urgence de sortir du capitalisme, le GIEC fait diversion. Si l'urgence première est de réduire la production de gaz à effet de serre, cela peut occulter l'urgence du changement politique que constitue l'abolition du capitalisme.

Il y a beaucoup à dire concernant cette organisation politique qu'est le GIEC dont le vice-président français Jouzel avait reçu le prix Nobel de la paix (et pas

de sciences !) avec Al Gore – un Nobel pour consacrer la diversion ?

Les scientifiques travaillant pour le GIEC doivent avoir l'approbation d'un panel d'ONG dont Greenpeace. Une émission sur Arte interviewe un scientifique qui a dû menacer le GIEC d'une action en justice pour que soit retiré son nom de la liste des collaborateurs ; il avait démissionné et était en désaccord sur l'usage tendancieux qui était fait de sa contribution.

Le professeur de chimie de l'UCL aujourd'hui décédé Istvan Marco relate une interview de H.J. Schellnhuber, membre de l'académie pontificale des sciences, proche de Merkel, collaborateur du GIEC et fondateur du PIK de Postdam, l'un des instituts les plus alarmistes. Schellnhuber se revendique le père des «deux degrés par siècle» (à ne pas dépasser), ayant agi, dit-il, sous la pression de Merkel qui lui demandait un «chiffre qui a de la gueule»... un peu comme Mitterand demandait à son conseiller un «taux de déficit qui a du look» pour inscrire dans le traité de Maastricht, ce taux ayant été pour l'occasion fixé à trois pour cent.

Le rapport de l'IAC (Inter Academy Council), mandaté pour auditer les procédures et l'organisation du GIEC, est particulièrement critique sur les processus de rédaction du GIEC (...), suite à cela il émet plusieurs recommandations, dont celle-ci : « *indiquer la base sur laquelle repose la probabilité d'un résultat ou d'un événement (par exemple sur la base d'une mesure, d'un avis d'experts, et/ou d'une modélisation)* »¹.

Ce qui précède n'est sans doute pas suffisant pour balayer d'un revers de main les synthèses du GIEC et

si les scientifiques confirmés sont toujours en discussion, il n'y a pas lieu de trancher à leur place la question de savoir dans quelle proportion les productions humaines de CO₂ sont responsables du réchauffement en cours, de l'ordre de un degré sur les 150 dernières années, ou de son éventuelle accélération. Mais rappelons les points controversés : l'importance de l'activité humaine dans la production annuelle de CO₂ par rapport à la production naturelle de la planète, l'interaction de ce gaz avec la vapeur d'eau, le rôle des irrptions solaires, l'impact de la couverture nuageuse.

La concentration de CO₂ actuelle, soit 0,04%, a augmenté d'un tiers depuis l'âge préindustriel. Certains estiment que cela fait du bien aux plantes qui s'en nourrissent et invoquent une amélioration des rendements agricoles ainsi que des photos satellites pour attester d'un reverdissement du Sahel ! Puissent-ils dire vrai.

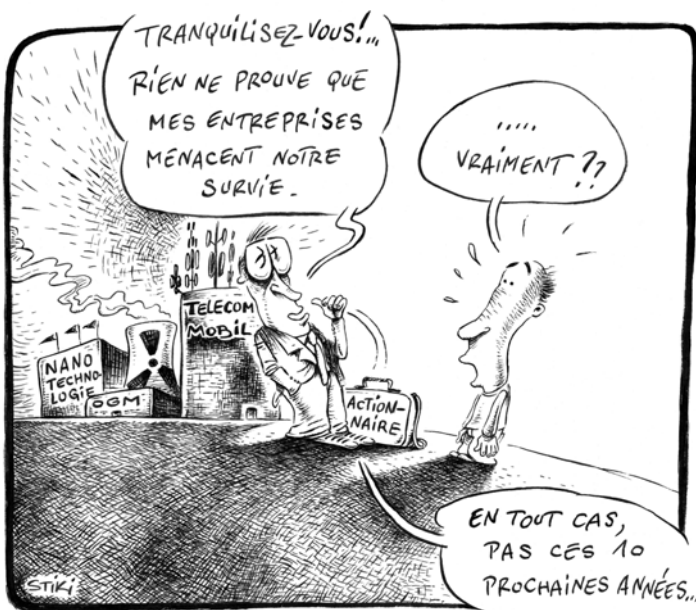
En conclusion, les sombres prédictions du GIEC sont sans intérêt pratique dans la mesure où épargner au globe une hausse de température de deux degrés en 2100, ne nous dispense pas de la nécessité immédiate d'abattre le capitalisme si nous voulons respecter l'environnement et donc l'existence humaine, car, selon Marx, faute d'être dominé, le capitalisme fera disparaître la nature et l'homme.

Pour des extractions non polluantes, le profit doit baisser ; pour la reforestation, il faut des investissements à long termes, radicalement opposés aux profits capitalistes immédiats. Pour respecter l'environnement le peuple doit disposer de la démocratie et de la souveraineté, constamment battues en brèche sous prétexte des guerres, pensez au harcèlement du Venezuela par le garant du capitalisme mondial (les USA) simplement parce que le Venezuela s'est tourné vers la Russie pour développer l'exploitation du pétrole et de l'or afin d'échapper aux embargos...

Nous allons avoir trop chaud ? Plutôt froid si l'UE continue à provoquer la Russie comme ce fut le cas en Ukraine et que la Russie nous prive de gaz.

Nous allons avoir faim ? Oui, si l'UE, institution du capital, continue à faire crever les agriculteurs en ouvrant les marchés aux USA plutôt que de défendre la souveraineté alimentaire.

L'urgence est politique et non climatique si on veut préserver l'environnement et l'humanité.



1. <http://reviewipcc.interacademycouncil.net/report/Executive%20Summary/ExecutiveSummaryFrench.pdf>

Le capitalisme? Un appétit sans carte d'identité mais avec des sigles comme HSBC ou des noms de marque comme Apple, rarement des visages mais des opérations boursières, des fusions,... aveugle et sourd aux spectacles et aux cris de la nature et des gens. Pas beaucoup d'économie, ni d'œconomie¹ là-dedans.

Il faut *extraire*, rivaliser d'avidité, en partant d'un capital naturel, d'un capital humain. Il se fait que l'un et l'autre s'épuisent. Acheter, vendre, posséder, réaliser un surplus, une plus-value, émerger dans un ranking, un bench-marking.

L'objectif de *la science* est de dire *le vrai*, sans cesse repoussant l'obscurité, répondant à la question du comment, se nourrissant d'hypothèses, de vérifications, d'expériences, de tâtonnements parfois couronnés de succès, s'imposant des critères exigeants.

Avec *la technologie*, dans un contexte capitaliste, l'objectif est d'*extraire* à partir des données de la science, des «*applications*», destinées à la vente avant de penser à leur utilité.

Capital et technologie rêvent de concert.

Le rêve du capital est de posséder le monde, de l'organiser sans interférence. Laisser les choses s'ordonner d'elles-mêmes².

La technologie voudrait supprimer les limites, par exemple «tuer la mort» par les progrès de la médecine, ou déverser la puissance de nos cerveaux réunis dans un ordinateur (l'ambition de l'*human brain project*).

Le capitalisme détruit

Les biens *communs*, le partage, sont des notions étrangères au capitalisme³. J'ai été choqué par les lacerations infligées à un paysage du Cameroun par une entreprise chinoise à la recherche d'or.

Posséder *la terre*. Acheter la pampa argentine. Acheter des milliers d'ha de terres africaines. Expulser ou rendre impossible la vie des communautés sans égards pour leur mode traditionnel de gestion des territoires. Ces expropriations ne sont pas neuves: au XVI^e siècle les propriétaires terriens britanniques expulsaient les paysans qui travaillaient leurs terres

(«clearances») pour en faire des propriétés privées où faire paître des moutons («enclosures»).

«*Vos moutons que vous dites d'un naturel doux et d'un tempérament docile, dévorent pourtant les hommes*» (Thomas More, *Utopia*, 1516).

Ce mouvement de privatisation s'est exprimé dans le colonialisme. Il s'épanouit aussi dans le pillage de la biodiversité et l'esclavage des petits agriculteurs pris dans les filets de l'endettement et des multinationales semencières.

Sources ou nappes sont polluées par les activités extractives. Il faut beaucoup d'eau pour «laver» tel ou tel minerais, le dégager de sa gangue pierreuse, boueuse, ou pour fracturer le sol à la recherche de quelques gouttes de pétrole.

Quand, en 1885, Arrhenius formulait son hypothèse⁴, la concentration en CO₂ était de 300 ppm. Elle frôle aujourd'hui les 400 ppm et sa brusque augmentation coïncide avec le début de la révolution industrielle. Le CO₂ n'est pas le seul responsable: le méthane rejeté, notamment par les bovins à l'engrais, a aussi sa responsabilité. Longtemps mise en doute (elle l'est toujours par certains pays, ceux-là surtout qui sont riches en réserves énergétiques), la relation entre augmentation des gaz à effets de serre et le changement climatique est lourde de menaces pour l'équilibre de notre planète.

Il est difficile devant ces chiffres et ces pratiques de ne pas se décourager. Des ONGs bien intentionnées nous demandent d'aider des populations victimes de ces pratiques spoliatrices. Mais «Il faut passer d'un 'faire-la-charité' à un 'faire-la-justice'»⁵.

Que peut la technologie?

Elles connaît des avancées certaines dans le domaine de la médecine et des biotechnologies (OGM, technique CRISPR-Cas9).

En revanche, elle est impuissante face aux grands périls, au premier plan desquels la crise climatique. Des pistes existent pour en freiner l'évolution, mais elles exigent une modification radicale de notre mode de production et de consommation. Il faut au contraire se méfier des tentatives de la *géo-ingénierie*, par exemple déployer un parapluie artificiel de

1. Pour reprendre le titre d'un livre de P. Calame: *Petit traité d'œconomie*, éditions Charles-Léopold Mayer, 2018, 200p.

2. À la Friedrich Hayek, qui préconisait un ordre abstrait «self generating», un laissez-faire.

3. Au contraire, dans les sociétés traditionnelles, la nature n'est jamais privatisée mais elle appartient à une communauté locale qui en tire l'*usufruit*.

4. Svante Arrhenius, 'On the Influence of Carbonic Acid in the Air upon the Temperature of the Ground', *Philosophical Magazine and Journal of Science Series 5*, Volume 41, April 1896, p. 237-276.

5. Michel de Certeau, *La faiblesse de croire*, Texte établi et présenté par Luce Giard, Editions du Seuil, Paris, 1987.

La technologie comme horizon du capitalisme

SO₂ au-dessus de nos têtes et ainsi renvoyer dans la stratosphère les rayons incidents.⁶

Les technologies, instruments d'addiction?*

Pour Jacques Rancière, les technologies peuvent engendrer un repli sur soi (plus exactement sur son smartphone), un oubli du monde et de ses réalités, la construction de frontières culturelles entraînant l'oubli et le rejet de l'autre, du différent, la relégation des activités d'échanges.⁸

Quand les choses ne sont plus ce qu'elles sont!

*«Il y a quelque temps, en regardant un reportage sur les vaches à la télévision, je me suis rendu compte que ce ne sont plus des animaux mais des machines avec une entrée (leur nourriture) et une sortie, le lait... En volant à la vache les derniers restes de son autonomie de vache, l'homme s'est volé sa propre identité humaine et s'est transformé en tête de bétail» (Vaclav Havel, *Lettres à Olga*, 1990). C'est l'homme unidimensionnel, astreint à produire, à consommer de plus en plus.*

La difficile question des brevets sur le vivant

Est-il légitime d'enclorre, d'enfermer un savoir sur le vivant par un brevet? Le partage est évoqué par la CBD dès 1992, suivie du Protocole de Nagoya (2006) sur les APA (accès et partage des avantages). Mais cela ne peut que susciter de grosses résistances car le trésor de la nature est immense. Face à la Convention sur la Diversité Biologique, l'OMC, l'organisation mondiale du commerce et les ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce). Un troisième partenaire n'est pas suffisamment évoqué: les populations autochtones. Elles ont vécu dans et avec cet environnement botanique. Elles en connaissent les richesses. Elles sont les gardiennes de la biodiversité. Or leurs savoirs, leur culture, leurs échanges ne sont pas pris en compte.

Les noces du capital et de la technologie

Le capital arrive au bout des richesses naturelles qu'il a extraites, polluées. Il a besoin du nouveau souffle,

des neurosciences, d'une médecine nouvelle, celui d'une nouvelle espérance qui va susciter de nouveaux appétits, de nouvelles addictions.

Les études menant à la certification d'un brevet illustrent la collaboration de la science et du capital. Les laboratoires privés rivalisent en taille, en capacité d'expertise et d'analyse avec les labos universitaires, mais une certification universitaire inspire confiance.

Cette alliance pourrait déboucher sur une forme de totalitarisme face auquel nous disposons encore de capacités de résistance.

Résistances

1. Dans la science occidentale

Le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et ses rapports, le cinquième paru début octobre 2018. L'admirable est ici le regroupement et l'accord de centaines d'experts sur la question de l'évolution du climat. Le problème est devenu politique, comment aller au-delà des promesses, passer à l'action de manière juste et responsable. L'admirable, une fois encore, c'est que l'avenir reste ouvert, il ne s'agit pas d'une collapsologie.

De nos jours, on notera l'immense mobilisation des jeunes, notamment, pour innover, en utilisant, en subvertissant au besoin, les capacités offertes par les nouvelles technologies.

2. Dans d'autres savoirs (dits «non scientifiques», dont l'existence est niée par l'ADPIC).

Loin d'une approche top-down contrôlée par les multinationales, des recherches menées en commun, où l'on co-crée des connaissances. À mettre en lien avec la participation citoyenne dans la prise de décision bien informée, dans les règlements et les politiques.

► **Les autres médecines.** Homéopathie, médecine ayurvédique, médecine chinoise, médecines traditionnelles africaines et beaucoup d'autres au statut mal identifié. Ainsi au Mali, «les soignants sont recrutés parmi les communautés pour qu'ils soient très proches des malades et puissent ainsi plus facilement instaurer une relation de confiance.» La médecine traditionnelle attache beaucoup d'importance à l'accueil du malade, à l'entourage de la communauté, au don et à l'échange dans l'acte de soigner.

6. Le *Geoengineering Monitor* du 4 octobre 2018 revient sur la possibilité d'expériences de ce type pourtant écartées par un moratoire de la Convention sur la diversité biologique CBD). Ces expériences sont rejetées par plus de 100 mouvements de la société civile. Les véritables causes des changements climatiques sont passées sous silence. On traite le symptôme pour pouvoir continuer comme avant!

7. Dans *La Libre Belgique* du 12 octobre 2018, une revue des addictions. Par exemple, 9,5% des jeunes sont cyberdépendants et 86% d'entre eux présentent des troubles mentaux.

8. C'est par contre, pour les sans-papiers du parc Maximilien, un puissant moyen d'échanges d'infos, un lien avec la famille.

La technologie comme horizon du capitalisme

- ▶ **Le partage des savoirs.** Les savoirs comme bien commun à partager. C'est le cas de l'encyclopédie Wikipedia. Des savoirs qui transforment. Ainsi Augustin Cihyoka de Bukavu. Il y a plus de 20 ans, il parlait déjà de kagala, de partage, d'échange. «Paniers pleins à l'aller, paniers pleins au retour.»
- ▶ **Les autres savoirs,** des «hors-la-loi scientifiques» comme dit Michel de Certeau, des chercheurs «sans-papiers» (sans diplômes).
- ▶ **Les savoirs des pauvres.** En premier lieu, les savoirs existentiels. Ils sont la partie la plus pointue de l'action d'ATD Quart-Monde. Il y a quelques spécialistes qui étudient la pauvreté mais il y a deux milliards 500 millions d'experts en pauvreté.
- ▶ **Les Organisations de justice environnementale (OJE).** À leur sujet, on parle encore d'*environnementalisme des pauvres* (Martinez-Alier). Elles ont ceci de particulier: elles naissent en dehors des cercles académiques, ce sont des sciences relayées par des activistes, des groupes éco-féministes. Il n'est pas question de brevets. Leurs prises de position sont souvent à rebours de l'extractivisme occidental. Ainsi l'Afrique du sud s'est opposée à un prêt de la Banque Mondiale d'un montant de 2,75 milliards de dollars US qui désirait financer la construction

d'une centrale électrique/ L'OJE écrit: «le projet vise à approvisionner l'industrie mais il oublie les gens»⁹.

- ▶ **L'écoféminisme et les savoirs des femmes.** Un exemple nous en est donné par une collaboration de l'UNESCO et de la Banque Islamique de Développement¹⁰. Les villages solaires du Bénin, du Mali et du Burkina-Faso. Dans ce dernier pays, six femmes, villageoises, n'ayant pas appris à lire, âgées de 40 à 60 ans, sont envoyées en Inde, pendant 6 mois, pour s'entraîner à la manipulation des systèmes d'énergie solaire. Les villages en sont transformés. Le frigo **communautaire** est installé et cela protège les légumes.

Le capitalisme vise à déposséder les gens de leurs terres et de leurs savoirs. La technologie occidentale, bon gré malgré, est au service de cette nouvelle forme d'accaparement des terres et des savoirs. Il nous faut reconstruire un savoir libre et divers.

9 J. Martinez-Alier, 'Justice environnementale et décroissance économique', Cairn .Info <https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2011-1-page-125.htm>

10 Africa's minds. Build a better future. Africa science and technology and innovation success stories 2014.

Évasion fiscale et Tax Justice Day le jeudi 9 mai 2019

Dans la perspective des triples élections de fin mai, il est nécessaire de rappeler le scandale que représente l'évasion fiscale à grande échelle pratiquée impunément par les multinationales, une perte sèche pour les finances publiques que nous pouvons traduire en coupures dans les services publics. Voyez l'excellent dépliant qui sera **distribué le 9 mai dans les gares du pays**, le non moins excellent numéro du journal Pour sur la fiscalité, la page de leur site où Christian Savestre détaille les crimes des 'Big Four' <https://pour.press/grande-enquete-evasion-fiscale-qui-organise-qui-est-complice-pour-qui/>.

Voici les questions qui ont été posées aux représentants de principaux partis lors de l'apéro politique le 26 mars dernier :

1. Fiscalité : Etes-vous d'accord de rééquilibrer la fiscalité sur les personnes en réduisant la taxation des revenus du travail et en augmentant la taxation des revenus du capital ? Si oui, comment ?

Sous-question : Soutenez-vous l'instauration de taxes internationales sur le carburant du transport international aérien et maritime afin de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ?

2. Dette : Trouvez-vous normal que le service de la dette soit prioritaire au détriment des autres dépenses publiques ? Si oui, quelles sont vos perspectives autres que de rembourser ad vitam æternam ?

3. Finances : Que proposez-vous pour remettre les banques et la finance au service des intérêts réels des citoyen-ne-s ?

Réponses sur notre site.

La révolution n'aura pas lieu aujourd'hui, mais elle viendra... Elle couve, elle arrive.

Jacques Jordens

Les défis à relever sont énormes et nous souffrons d'un manque total de démocratie et d'un capitalisme qui ne cesse de nous étouffer, un capitalisme effréné qui rend impossible à mettre en place toutes mesures qui pourraient endiguer un tant soit peu les dérives du climat et à freiner l'extinction de la biodiversité.

En fait, la comédie qui se joue en France démasque tous les vaudevilles que nous jouent nos représentants politiques un peu partout dans le monde. Cette représentation burlesque qui se déroule dans un grand théâtre de marionnettes où les marionnettistes ne sont rien d'autre que la main invisible du marché manipulée par une oligarchie financière mondiale. Leur dogme, c'est TINA, pas d'alternative. Ils nous enfument, ils nous hypnotisent toujours plus pour nous endormir.

Certes, la mondialisation du capital est sans doute irréversible ; mais ne l'acceptons-nous pas d'autant plus facilement que nous la confondons avec le mondialisme : le fait de vivre ensemble, quelle que soit notre religion ou notre couleur de peau, dans le gros village qui s'appelle TERRE, à rêver de survie, d'amitié, d'amour et de bonheur ?

Quand nous exigeons un autre gouvernement, un autre président, c'est bien davantage que nous voulons. Un autre modèle économique et social. Oui, mais il est important de se rendre compte que le changement ne peut venir que de nous. Nous devons changer nos comportements, car une forme de décroissance est certainement la seule solution. Il nous faut sortir de nos zones de confort. Mais qui en a envie ?

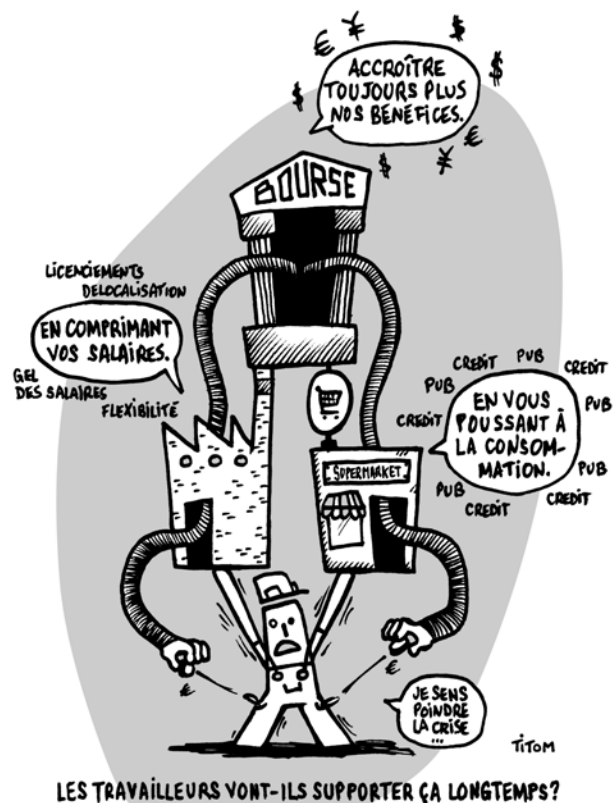
Chacun doit revoir sa façon de consommer, analyser ses besoins en oubliant tout ce qui est futile et parfois inutile, qui souvent répond à des envies suscitées par des publicités qui alimentent le consumérisme ambiant. Chacun doit aussi améliorer sa résilience face aux défis qui nous sont imposés. Cette résilience ne peut se faire que si nous développons dans nos quartiers des solidarités interpersonnelles.

Si le RIC est une réelle avancée en termes de démocratie, il ne peut servir qu'à contrôler la démocratie représentative. Le RIC n'a pas vocation à

remplacer les attributions des élus et des technocrates qui aujourd'hui gouvernent. Il est là pour éviter les dérives du pouvoir. Pour financer l'État, une solution existe qui n'est que rarement évoquée, c'est la taxation sur toutes les transactions financières. Une solution qui pourrait être facilement et rapidement mise en place. Une solution pour contrer l'évasion fiscale organisée et institutionnalisée par la Commission européenne. Si ces alternatives sont bien réelles, on ne peut espérer les obtenir du monde politique actuel, inféodé qu'il est à l'économie de marché et à son obligation de profit.

Terrible dilemme. Une démocratie qui n'est que parodie. Des mesures indispensables qui ne peuvent être que profondément impopulaires pour beaucoup d'entre nous. Faut-il, contre nos convictions les plus profondes, espérer un pouvoir fort ?

La réalité nous rattrape. Il est temps de réclamer des comptes et de nous poser les bonnes questions. Renseignons-nous, écoutons peut-être d'abord des Gilets jaunes ?



Illustrations de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0/be

<https://www.youtube.com/watch?v=5ihfwVUGgRs&feature=share>,
https://www.youtube.com/watch?v=rxuoHkH4ikQ&fbclid=IwAR3wT1_MvT8vVQ066Istav0Aq16Nui2Wm2f0RndRlwxfoe5kDRwLSUy7zww

La cause est entendue : la recherche de rendement rapide qu'implique le capitalisme est incompatible avec la survie des sols, donc la survie des humains. Encore est-il nécessaire d'être à l'écoute de personnes qui connaissent le terrain, en l'occurrence, Vanessa Martin, biologiste et exploitante agricole, et Gwen Delhay, ingénieure agronome et professeure dans la section Transition en Sciences agronomiques à l'Institut Provincial de l'Enseignement agronomique de la Reid.

La première nous parle de la santé des sols, qui dépend d'une formule magique : **C. A. H**, ou **Chaux Argile Humus** : pour que le pouvoir absorbant d'un sol s'exerce, il faut qu'il renferme de la chaux (calcium), de l'argile et de l'humus (décomposition des végétaux et animaux, riche en carbone). Par ailleurs, pour se nourrir, les plantes puisent dans le sol – surtout de l'azote, du phosphore et du potassium. Si les feuilles manquent de l'un ou l'autre élément, elles se décolorent ou se nécrosent. Si l'on veut qu'une terre garde toutes ses qualités, il est nécessaire d'alterner les cultures (environ tous les 4 ans).

Mais voilà, pour produire plus, poussé par l'industrie agroalimentaire, le fermier a recours aux engrais chimiques, qui sont, eux, directement assimilables par les plantes, mais qui appauvrissent la terre et dont le surplus s'infiltre dans les nappes phréatiques, ce qui a des conséquences environnementales directes. La façon de retourner la terre contribue aussi à détruire les sols : les engins trop puissants écrasent la terre, qui ne produit plus d'humus. Or sans humus, pas de vie microbienne. Pas de vie.

Contrairement à l'élevage industriel, l'élevage à taille humaine est important pour conserver le carbone dans le sol.

Actuellement, beaucoup d'agriculteurs donnent leurs terres directement aux industriels pour des cultures intensives, notamment les grandes surfaces de colza, si belles, si jaunes, pour en faire des agro carburants !

Une autre menace, radicale : l'**artificialisation** des sols (toute surface retirée à son état naturel, forestier ou agricole, qu'elle soit bâtie, revêtue ou non). La Belgique est championne en la matière. De 1985 à 2017, augmentation de 48% de terrains résidentiels et plus de 40% de terrains à usage industriel dans la même période. Plus qu'aux Pays-Bas, qu'en Allemagne et qu'en France !



Ce que nous appelons « agriculture intensive » n'est guère intensive qu'en profits, sûrement pas en main d'œuvre ou en savoirs. Il s'agit de produire un maximum dans le cadre d'un système agroalimentaire industriel.

Elle génère des dégâts considérables :

- déchets toxiques et gaz à effet de serre (CH₄, et NO₂) ;
- utilisation de 30% de l'énergie mondiale, surtout de l'énergie fossile (elle dépend du pétrole tant pour les machines que pour l'irrigation de serres immenses) ;
- 70% des prélèvements en eau douce ;
- 80% des déforestations dans le monde.

Certes, elle permet une production importante, mais elle impose aussi des pressions intenses au niveau des sols, du climat, de la biodiversité et a un effet néfaste sur la santé des agriculteurs.

Elle se caractérise par une utilisation de variétés hybrides et/ou OGM (180 millions d'Ha dans le monde), par l'usage intensif de PPP pour lutter contre les organismes ravageurs qui profitent de ces écosystèmes simplifiés, par le développement du couple mécanisation/ monoculture, ceci afin de répondre à la logique de profit des multinationales.

Elle dépend de la grande distribution et de transports sur longues distances, des marchés internationaux, des industries de conditionnement et bien sûr, des banques.

On comprend donc que ce système agricole, sensible aux aléas climatiques, à la diminution des ressources en eau, à la rareté des nutriments des sols, non seulement épuise les sols mais détruit la paysannerie. (Ainsi, en 1980 la Wallonie comptait 37.843 exploitations agricoles ; elle n'en compte plus que 12.950 en 2016.)

Alors, **que faire ?** Les initiatives viennent du terrain, de certains exploitants qui ont compris qu'en continuant de la sorte, ils et nous, consommateurs, allions dans le mur.

La notion d'**Agriculture Biologique** date du début du XX^e siècle. Plus connue à partir de la naissance de l'IFOAM (international Federation of Organic Agriculture Movements) en 1972 et la création d'un label témoignant de préoccupations écologiques et humaines avec un cahier des charges très précis et contrôlé par l'UE. Las, le label européen a évolué de concessions en concessions, vers de moindres exigences pour répondre aux demandes des lobbys de l'agroalimentaire.

Capitalisme et agriculture

Ainsi beaucoup de cultures labellisées « bio » sont des **monocultures** ne reposant ni sur le principe de diversification, ni sur celui de l'optimisation des ressources locales et sociales.

L'**agroécologie** est un mouvement social international de contestation, centré sur l'autonomie paysanne. C'est un projet de société qui comprend une approche de l'agriculture soutenue par des études scientifiques qui remettent le paysan au centre du projet. Le rapport de l'IAASTD de 2009 prévoit que ce système pourrait nourrir douze milliard d'humains.

La **permaculture** est un concept créé dans les années 1970 par deux Australiens, Mollison et Holmgren. Voici la définition qu'en donne ce dernier : « C'est l'utilisation d'une approche systémique et de principes de conceptions, permettant d'organiser efficacement un cadre pour la mise en place d'une culture permanente ». Cette discipline utilise les principes de l'écologie, de l'efficacité énergétique et cherche à augmenter la résilience des communautés en permettant de concevoir des pratiques soutenables qui dépassent le cadre alimentaire.

Quant à la **biodynamie**, elle s'est développée à partir de la pensée de Goethe. Son maître à penser s'appelle Rudolf Steiner (anthroposophe, 1861-1925). Mystique et philosophe qui touchait à toutes les disciplines, il voulait développer des techniques pour garantir une alimentation saine. Il accorde une énorme importance aux rythmes de la nature, aux cycles lunaires. Les 'Fermes Demeter' s'appuient sur le principe du recyclage de la matière organique vers les sols

D'autres solutions toute simples existent pour ne dénaturer ni l'humain ni l'environnement, à commencer par le **bon sens** (ainsi n'utiliser la chimie qu'en dernier ressort), l'assolement et l'association des cultures pour maintenir la variété nutritionnelle des sols, la

transition vers des productions plus respectueuses de l'environnement.

Attention les cultures « bio » locales ne sont pas sans risques : les sols peuvent être pollués ; il peut y avoir des risques sanitaires.

Nous devons aussi surmonter des **freins** :

- ▶ le consumérisme ambiant ;
- ▶ la recherche de profit maximum à court terme (ce qui implique une logique productiviste et les cultures d'exportation) ;
- ▶ la spéculation sur les denrées agricoles ;
- ▶ des indicateurs économiques distincts du bien-être ;
- ▶ des structures économiques et politiques peu favorables à l'autonomie locale et au développement à petite échelle, dont le pouvoir exorbitant des multinationales.

Alors, pourrait-on rêver demain d'agriculture respectueuse partout ?

Des principes pour y croire et y réussir :

- ▶ Collecter et stocker l'énergie ;
- ▶ Valoriser les ressources et services renouvelables ;
- ▶ Ne pas produire de déchets ;
- ▶ Intégrer plutôt que séparer ;
- ▶ Travailler à petite échelle avec patience ;
- ▶ Adapter les productions animales ou végétales en fonction du milieu ;
- ▶ Planter haies, buissons, arbustes (agroforesterie) ;
- ▶ Dans certaines conditions, favoriser l'agriculture urbaine ;
- ▶ Encourager les nouvelles techniques, moins lourdes et moins agressives pour les sols.

Ces actions sont à la fois individuelles et collectives, locales et internationales.



Illustrations de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0/be

Manifeste

déposé chez la Ministre Marghem le mercredi 23 janvier 2019 par Piero Amand, Youna Marette, Zoé Dubois, Harold Fitch Boribon et les jeunes grévistes qui s'y retrouveront.

Pour la première fois depuis des décennies, nous, les jeunes, sommes convaincus que notre vie ne sera pas meilleure que celle de nos parents. La raison de cet avenir sombre ? Un modèle de société mortifère, qui détruit la vie sur Terre et défait les équilibres des écosystèmes. Nous ne croyons plus au progrès vendu par votre génération de responsables politiques. Nous désirons autre chose, un autre horizon que celui de l'accumulation matérielle et l'aliénation des individus. Nous ne voulons plus de la croissance et de l'expansion économique, car cette quête insensée et aveugle, inhérente à notre civilisation industrielle, nous mène vers le gouffre écologique. Nous actons ici la déconnection entre votre monde et le nôtre. Nous aspirons à une toute autre société, où la politique appartient à tous, où chaque décision intègre la finitude et la fragilité de la nature, où les relations humaines priment sur la compétition et la concurrence entre tous. Cette nouvelle société, ou plutôt ces nouvelles sociétés, le système politique et économique actuel ne peut nous l'offrir sur un plateau. C'est pourquoi nous continuerons à nous battre, à faire la grève, à manifester et à désobéir pour notre avenir. Peu importe ce que vous nous proposez, que ce soit des "coachs climats" infantilisants - qui serviraient d'ailleurs sans doute plus au personnel politique qu'aux étudiants- ou des recommandations individuelles culpabilisantes.

Nous avons le désir radical de transformer la société, et vous, tout comme vos collègues, avez la volonté radicale de gagner les élections. La faute à un système politique dépassé et purement représentatif qui met en compétition des partis dont le but principal est d'arriver au pouvoir. A partir de ce constat, la probabilité que nous tombions d'accord est proche de zéro, et l'intérêt que nous avons à négocier des petits pas avec vous l'est tout autant. Tous les jeudis, et ce jusqu'aux élections, nous ferons grève, toujours plus nombreux. Tous les jours, nous nous organiserons pour développer les alternatives au vieux monde, et nous construirons des moyens d'actions innovants et divers pour faire pencher la balance vers la préservation de la vie sur Terre plutôt que vers sa destruction.

De votre côté, faites ce que vous pouvez. Ou plutôt, faites ce que vous devez, si tant est que l'avenir des jeunes générations vous est prioritaire : réunissez tous les partis démocratiques autour de la table et travaillez pour inscrire dans le marbre le basculement

vers une société vraiment démocratique et soutenable. Ensemble, prenez des décisions courageuses pour mettre fin au règne de l'énergie sale, abondante et bon marché, et ce dans les plus brefs délais. Ensemble, acceptez l'impossibilité de concilier des objectifs antagonistes tels que la croissance et l'écologie. La transition écologique suppose un juste partage des ressources et des richesses, la fin de l'expansion industrielle incontrôlée, la fin des grands travaux inutiles, destructeurs de terres arables et d'écosystèmes. La reconversion de l'économie capitaliste et industrielle en multitudes d'économies locales et conviviales, basées sur les échanges humains et la solidarité. Tout un programme. Ou plutôt un rêve que nous partageons, nous, les jeunes générations. Et ce rêve, nous ne comptons pas sur vous pour en faire une réalité. Tout au plus vous nous dites que vous êtes d'accord avec nous. Mais votre mission devrait être la même que la nôtre au final : préserver les conditions de vie sur Terre, et ce pour les humains comme les non-humains. Rejoignez le camp des Terriens face aux Destructeurs. Là se trouve le combat humaniste du XXI^e siècle.



Illustrations de TiTom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0, be



Samedi 6 avril, 10-13

Cycle capitalisme et démocratie
Exposé de Bernard Legros, Démocratie et transhumanisme
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 4100 Seraing

Mardi 16 avril, 19h30*

Repair class de l'économie
Impôts et fiscalité juste

Jeudi 18 avril, 10h.*

Réunion d'évaluation Répair'Class

Vendredi 26 avril, 15h.

encerclement du siège d'Engie, rdv gare du Nord, tous les renseignements sur le site de Fin du Nucléaire <http://www.findunucleaire.be/agenda.htm>

Lundi 29 avril, 19h30*

Réunion de préparation

Mercredi 1er mai, 11 à 17h.

Animation place Saint Paul

Mardi 7 mai, 19h30

Cycle pré-élections
Informations sur les enjeux des trois niveaux d'élections et les modalités de vote,
premier débat à suivre le 21 mai avec Vaïa Demertzis
ULiège, A2/2/3

Jeudi 9 mai

Tax Justice Day

Samedi 11 mai, 10-13

Cycle capitalisme et démocratie
Ciné-débat autour du film *Democracy*
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill 86, 4100 Seraing

Samedi 11 mai, 19h30*

Vernissage de l'exposition 'Je suis humain'
Nuit Blanche contre listes noires

Mardi 14 mai, 20h.

«Continuité des luttes» débat (touchant au mouvement des Gilets jaunes et aux marches pour le climat)
à partir de trois courtes vidéos
(Geneviève Azam <https://france.attac.org/actus-et-medias/les-vidéos/article/on-ne-peut-pas-avoir-une-croissance-infinie-dans-un-monde-ou-les-ressources> +
Vidéo brève de l'action d'ATTAC France devant HSBC
<https://france.attac.org/actus-et-medias/les-vidéos/article/action-pasavecnotreargent-au-siege-d-hsbc>
+ les interventions de Christian Savestre contre les Big Four,
ou l'une d'elles <https://pour.press/un-cartel-de-trafiquants-fiscaux/>)
débat avec Christian Savestre dans le cadre du Festival de résistance
Centre culturel de Dison
Rue des Écoles, 2

Mercredi 15 mai, 19h30*

Assemblée générale statutaire
(voir encart)

Mardi 21 mai, 19h.

Cycle pré-élections
Élections régionales, fédérales et européennes
Débat avec Vaïa Demertzis (jusqu'il y a peu chargée de recherche au CRISP)
ULiège, A2/2/3

Jeudi 23 mai, 10h.*

Réunion d'évaluation Cycle pré-élections

Lundi 3 juin, 19h30*

Réunion de préparation

Mardi 4 juin, 19h30*

Repair class de l'économie
Monnaies citoyennes, accélérateur de changement

Mardi 18 juin, 19h30*

Repair class de l'économie
Une banque, ça sert à quoi ?

Fin juin,

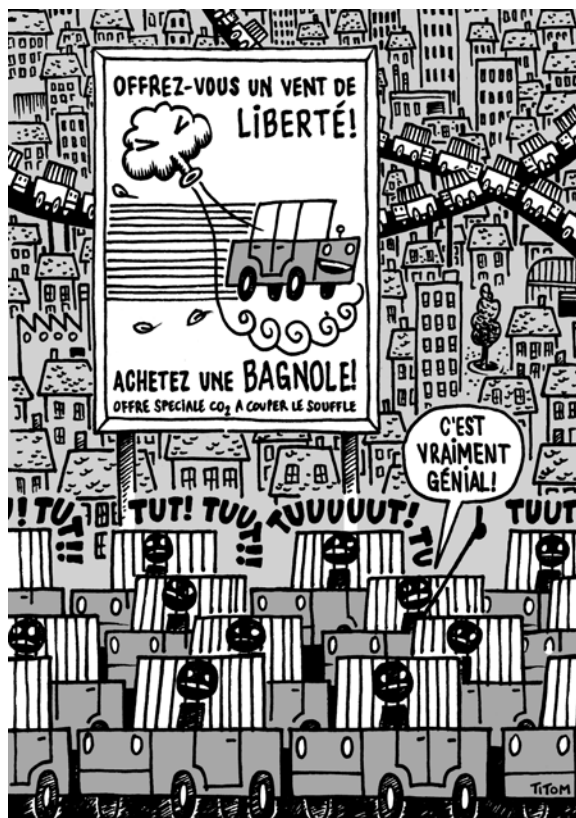
Souper et rencontre pour les 20 ans d'ATTAC Liège

Lundi 1er juillet

Réunion de préparation
Cointe

Vendredi 12 au dimanche 14 juillet

Animation au festival La Semo
Parc d'Enghien



Illustrations de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

SOMMAIRE

Édito	p. 2
Urgence	p. 3
Technologie et capitalisme	p. 5
Évasion fiscale	p. 7
Quelle révolution ?	p. 8
Capitalisme et agriculture	p. 9
Manifeste	p.11
Agenda	p. 12